

## **Différence culturelle et expérience démocratique: un regard venant d'Amérique latine**

*Enrique Rodríguez Larreta*

Les thèmes les plus importants de cette conférence — la tension entre dialectique et dialogue, entre identité et différence, l'interculturalité en tant qu'interrogation et horizon possible — adquièrent tout leur sens dans un cadre plus général que nous pourrions classer provisoirement comme celui des apories de la modernité. Il n'existe pas de réponses exclusives pour ces questions parce qu'il n'existe pas un angle à partir duquel nous puissions contempler la totalité dans son ensemble. Il n'existe pas d'agent historique capable de livrer une connaissance totalisante sur les processus historiques en cours; ni les intellectuels fluctuants de Karl Mannheim, ni le sujet to-

tal de Georg Lukacs ni le point de vue de la Science de la Société. Au cœur de Davos, ville qui réunit chaque année les élites du pouvoir mondial afin de prévoir la marche du monde, le magicien brésilien Paulo Coelho possède son *workshop*. La très modeste capacité de prévision des publications les plus respectables du monde de l'information et des *Think tanks* est évidente. La revue *The Economist* a recruté récemment un historien qui a compilé le nombre significatif de phénomènes économiques importants qui, en vingt ans, n'avaient pas été anticipés dans ses pages. L'hebdomadaire n'avait pas prévu la chute de l'Union Soviétique, pas plus que l'ascension de la Chine comme puissance mondiale. Les faits s'organisent autour d'une narration majeure pour qui l'histoire, malgré tout, va dans le bon sens.... Au cœur du Salon Ovale, on a déclaré un jour que la guerre en Irak allait se financer d'elle-même avec la production du pétrole, on a prévu aussi qu'elle serait terminée en six semaines ou en six mois... Ces exemples n'ont pas l'intention de nier la valeur de l'information ni l'effort d'interprétation mais bien plutôt de modérer le caractère définitif des jugements et de maintenir l'examen de nos catégories d'analyses.

Pour introduire notre raisonnement, prenons le cas du multiculturalisme et de l'interculturalisme. Il s'agit d'une discussion qui ne se justifie pleinement que dans un contexte laïque et séculaire associé à une problématique d'assimilation. Race, ethnie et religion sont des vocables différents, parfois superposés, utilisés pour inter-

préter des conflits à l'intérieur des sociétés, conflits qui sont désormais rapidement disséminés au delà des frontières. Quelle est la situation aujourd'hui au Tibet, est-ce un conflit ethnique, religieux, national? Quelle est la relation entre Etat-nation et ethnies dans le cas bolivien? Entre ethnicité, nationalisme et religion dans les conflits communaux en Inde? Entre race et identités nationales aux Etats-Unis et au Brésil? Tous ces faits exigent une analyse détaillée des contextes et un critère de comparaison des catégories interprétatives. La dimension épistémologique est inévitable car les catégories fondatrices des sciences sociales sont intrinsèquement liées à la problématique de l'intégration sociale dans l'Etat national. Actuellement, ces catégories sont insuffisantes pour l'analyse de quelques transformations centrales de la société contemporaine telle que la croissance de la complexité à l'échelle mondiale, la différenciation fonctionnelle et la croissance des seuils d'incertitude.

Si l'interculturalité est la description d'une situation, nous y sommes déjà car toutes les cultures se sont empruntées les unes aux autres tout au long de l'histoire. Mais si l'interculturalisme est une politique qui exprime un idéal d'assimilation, l'hypothèse de son application va dépendre de la nature des conflits suivant la réciprocité des perspectives des forces en présence.

Nous avons, en Amérique latine, une longue histoire de crises sociales et de conflits politiques que les expériences récentes de démocratie ont transformé, mais

pas supprimé. Les impacts de la mondialisation, les modernisations contradictoires de nos sociétés et les changements intervenus dans nos systèmes politiques ont déclenché une série de nouveaux défis pour les Etats nationaux, ce qui sous-entend, entre autres, le besoin de transformations substantielles dans leur mode d'intégration et de différenciation culturelle. Les conflits dans la société civile et l'hétérogénéité sociale créent une mésintelligence avec des projets nationaux qui se sont présentés historiquement comme des identités idéalement homogènes.

Entre tant de sujets, la culture et l'identité doivent être considérées dans le cadre historique des transformations des dernières décennies, des nouveaux scénarios urbains, des définitions de la “culture nationale”, des “crises” dans l'horizon public et des processus récents de migrations et d'ethnogénèse. En Amérique latine, les Etats nationaux ont connu de sérieux problèmes d'intégration au cours du siècle dernier: difficultés d'intégration culturelle, raciale et sociale, populations submergées par la pauvreté — situation qui constitue une lourde “dette sociale” —, des inégalités régionales, une stratification sociale hiérarchique et des difficultés rencontrées par quelques-uns des Etats pour exercer pleinement leur autorité sur leur territoire.

Les conflits dans la société civile et les processus d'inclusion/exclusion sociale des populations constituent un aspect marquant de la réinvention et de la fragmenta-

tion des sphères publiques des Etats nationaux à l'ère de la mondialisation. Historiquement, les Etats nationaux avaient établi des sous-systèmes politiques et économiques, s'étaient dotés de normes et de valeurs culturelles qui les présentaient comme des unités bien définies, des "communautés imaginées" homogènes. La cohésion sociale peut s'entendre comme un processus multiforme, un ensemble d'inter-actions sociales qui rallient l'individu au sentiment d'identification avec une société et avec ses valeurs. Dans cette perspective, que nous pouvons appeler durkheimienne, l'intégration est définie comme un mécanisme grâce auquel une société obtient l'adhésion des individus en les convertissant en membres solidaires d'une collectivité unifiée (Weil, 2006).

En Europe, l'identité nationale s'est bâtie en partie au long des guerres et surtout pendant la deuxième après-guerre, avec la fondation de l'Etat-Providence (Rosanvallon, 1995; Lempérière, 2002; Hanagan, 2004). C'est la raison pour laquelle la crise européenne de cohésion sociale actuelle peut être interprétée comme celle de la conscience angoissée d'une société prospère qui se sent menacée dans sa consistance matérielle et morale, phénomène qui s'est manifesté récemment en France avec une virulence particulière (Donzelot, 2006) et qui se montrait déjà avec la formation de nouveaux culturalismes et des formes de racisme en Europe, issus des migrations post-coloniales. Les exemples les plus connus dans la littérature sur le "lien social" se réfèrent à la

formation de nouvelles marginalités, à la décomposition sociale et à la décadence d'aires urbaines ou régionales d'un pays. Ce discours s'associe à des thèmes tels que consensus, crise de solidarité, modes d'action de la part de l'Etat, égalitarisme et égalité des chances, compétence, sens communautaire, citoyenneté, crise de la solidarité objective. Notions telles que l'individualisme négatif, la désaffiliation, la vulnérabilité massive sont des tentatives pour expliquer la situation de la cohésion sociale devant la présence chaque fois plus nombreuse d'individus en situation de flottaison dans la structure sociale et qui occupe des interstices sans parvenir à se glisser à une place (Castel, 1995): chômeurs de longue durée, habitants de banlieues sacrifiées, victimes de reconversions industrielles, travailleurs qui gagnent à peine le salaire minimum, jeunes à la recherche du premier emploi. L'interprétation de Castel traite du passage de la communauté à la société par l'étude des transformations du système des salaires en Europe en fonction de la législation du travail (Rosanvallon, 1995; Castel, 1995). Il identifie le conflit entre le régime du travailleur salarié moderne avec ses composantes sociales de protection et la montée de l'individualisme. Il reconnaît que la mobilité et la précarité des conditions de travail ne sont pas synonymes mais s'inquiète des dynamiques potentiellement anomiques qui peuvent mener à un individualisme négatif (Orru, 1987).

Les mécanismes d'individuation sont déjà présents dans les discours de la sociologie classique de l'Europe du début du XX<sup>ème</sup> siècle. Individualisation et modernité sont les deux faces de la même monnaie. Mais la mondialisation, les transformations technologiques et la présence massive du marché dans la vie sociale ont stimulé la montée de l'individualisation: la formation graduelle d'un univers de *single urbanitas* modifie jusqu'à l'architecture des grandes villes. Une vaste littérature sociologique s'est penchée sur ce thème au cours des dernières années et le travail précurseur de Alain Touraine (Giddens, 1990; Elias, 1994; Bauman et Beck, 2006). Le débat sur la culture et la postmodernité peut se comprendre en partie en raison de cette problématique dont l'axe est fixé sur les transformations de la subjectivité individuelle et de la mobilité.

Dans l'individualisation contemporaine, rien n'est sûr. Les trajectoires sont radicalement individualisées et les anciennes niches de reproduction sociale, de classe et de groupe font l'objet de mouvements de dissolution constante. Le débordement des expectatives de la part des individus fait augmenter leur pression sur les institutions démocratiques, qui n'ont pas toujours les mécanismes adéquats pour leur incorporation. Par ailleurs, l'économie, tout en créant des richesses, polarise l'accès aux biens de consommation et rend les conditions de la compétition encore plus difficiles. *Gagner et perdre* deviennent les attentes majeures de la vie sociale contemporaine.

ne. La consommation engendre de nouveaux mondes de richesse et augmente les frustrations de tous ceux qui demeurent en marge (Bauman, 2001). Depuis qu'il a surgi à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, le concept de culture renferme des composants réflexifs et comparatifs.

La culture, dans toutes ses spécificités, sait d'elle-même qu'elle est culture. Elle construit ses propres différences, nationales et comparatives. Tout d'abord, en des gestes qui réfléchissent sur la culture elle-même dans sa comparaison avec les autres puis, actuellement, en considérant avec résignation la multiplicité des cultures. (Luhmann, 2000)

Le défi consiste à penser société et culture dans un contexte historique dans lequel l'Etat, le territoire, l'économie et la culture ne coïncident que partiellement; les représentations de la culture nationale se transforment en simulacres produits par les moyens de communication; les populations circulent et se déplacent, les informations parviennent en temps réel et atteignent de vastes zones de la planète. L'ordre fonctionnel, évolutif de la division du travail ne correspond plus aux transformations de l'industrie et des services et il faut penser à une organisation politique dans laquelle les décisions économiques devraient tenir compte du contexte mondial (Beck, 2000; Sassen, 2007).

## **AMÉRIQUE LATINE: DIFFÉRENTIATION NATIONALE DANS UN MONDE POST-COLONIAL**

Pour examiner la réalité de l'Amérique latine, il faut tenir compte des éléments d'une histoire commune qui

débute avec l'héritage colonial, se poursuit avec la crise et les fragmentations de l'indépendance et assiste à l'apparition d'un ordre dépendant et "néocolonial". Celui-ci atteint son point de maturité à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et va entrer en dissolution après la crise mondiale de 1929. Comme chacun sait, cette crise a eu un impact décisif sur la reconfiguration historique de l'Amérique latine et s'est prolongée en convulsions pendant toute la deuxième moitié du "court XX<sup>ème</sup> siècle" (Halperin Donghi, 1980; Hanagan, 2004).

Le résultat historique est celui d'un ensemble de nations qui, dans leur grande majorité, dérivent d'un tronc commun émergeant de la dissolution de l'empire espagnol. Ce sont des Etats nationaux de constitution républicaine à l'origine, mais dont le potentiel économique, la démographie, le degré de cohésion sociale et l'intégration culturelle sont très variés. Une interprétation historique influente a récemment insisté sur la dimension *post-coloniale* de l'histoire contemporaine en remettant en question les catégories de colonialisme, nation et empire. Mais en Amérique latine, plus que la matrice coloniale, c'est la faiblesse originelle des Etats nationaux au moment de l'apogée du pouvoir économique du capitalisme industriel, fin du XIX<sup>ème</sup>, qui explique en partie les fragilités de leurs bases de sustentation et la dépendance de leur intégration dans le système mondial des Etats, système successivement dominé par les puissances impériales européennes puis par les Etats-Unis. On peut tra-

cer un parallèle avec la fin de l'empire ottoman qui est à l'origine d'un système régional d'Etat au Moyen Orient. A la différence qu'en Amérique latine, les constructions se sont produites dès le commencement à partir d'un tronc commun et de modèles républicains. Les Etats latino-américains sont des Etats nouveaux qui se sont incorporés très rapidement au système mondial des Etats nations. La représentation politique nationale et la souveraineté apparaissent simultanément dans la plus grande partie du continent. Le problème latino-américain, comme François Xavier Guerra l'a vu très justement, est de savoir comment, "à partir d'une même nationalité, construire des nations différentes". L'indépendance fait partie du processus central de dissolution d'un empire, mais ne naît pas d'une revendication culturelle ou ethnique. L'Amérique latine est une véritable mosaïque de groupes de ce type, mais aucune "nation" latino-américaine correspond, et n'a jamais prétendu correspondre à aucun de ces groupes. Les élites créoles ou métisses qui ont fondé l'indépendance partageaient des références linguistiques et culturelles communes. De ce point de vue, l'histoire des nations latino-américaines peut être considérée comme l'histoire d'un processus de construction nationale de différentiation, partant de nombreuses affinités, d'une histoire autre que celle du modèle européen, édifiée sur des dissemblances culturelles et unifiée au niveau national par des guerres d'expansion ou de démarcation territoriale.

En ce sens, tous les Etats latino-américains se présentent unis en eux-mêmes du point de vue national, ce sont des Etats-nations. Il n'y a pas de doute, semble-t-il, que le degré de conscience nationale est élevé dans tous ces Etats, ce qui est remarquable pour des pays issus d'un tronc commun. Mais, malgré les dissidences internes et les conflits, la conscience d'être "argentin", "brésilien", "bolivien", "péruvien", "uruguayen", etc. est nette et il n'existe pas d'évidence historique de tendances sécessionnistes significatives. Même les régionalismes et les mouvements de guerrilla qui ont disputé des zones de contrôle aux gouvernements conservent un imaginaire national comme horizon. Cette cohésion nationale peut être une *ressource* ou un *obstacle* dans le contexte contemporain. Une ressource, parcequ'il est possible d'avoir recours à une tradition culturelle dans un but d'intégration au présent: la tradition "démocratique" uruguayenne, le "sincrétisme" de la culture brésilienne, les traditions indigènes pré-hispaniques "aymaras" ou "incas" en Bolivie ou au Pérou, etc. Mais elle peut être un obstacle si les référents excessivement locaux et internes de la tradition rendent la communication inter-Etat plus compliquée si la finalité est celle de l'intégration supranationale. En fait, la balkanisation au moment de la décomposition de l'empire espagnol explique en partie les faiblesses de nombreuses constructions nationales en Amérique latine. La mondialisation ouvre à nouveau, en partie, cette problématique dans des conditions bien différentes. La cohé-

sion socio-nationale des pays latino-américains dépend d'une architecture d'intégration régionale supra-nationale. Tous les pays n'offrent pas les mêmes conditions de plein exercice d'une souveraineté effective et tous ont à gagner avec une meilleure interrelation et une consolidation de la position du continent comme aire économique et culturelle. Les pays latino-américains présentent des structures publiques insuffisantes et un niveau médiocre de capacité de construction des infrastructures de l'Etat. Dans plusieurs pays, l'Etat n'exerce pas le contrôle total de son territoire. Dans le cas du Brésil, par exemple, son unité territoriale est bien intégrée en ce qui concerne les communications et la présence militaire. Mais l'inégalité régionale est élevée et, dans des régions éloignées comme l'Amazonie, la présence de l'Etat est précaire ou a été récupérée par des groupes qui imposent leur loi sur place (Larreta, 2002). La présence de l'Etat dans les régions pauvres est également rachitique, créant ainsi les conditions pour l'apparition de mafias locales qui disputent le contrôle territorial dans quelques-unes des plus grandes villes, comme Rio de Janeiro, São Paulo ou Medellín (Zaluar, 1994). Le cas le plus extrême est probablement celui de la Colombie où la situation a provoqué un collapsus de l'Etat à la fin des années 80. Le Pérou, de son côté, a été exposé à des déplacements de populations et à des affrontements violents au cours de la même décennie. Dans les régions isolées de plusieurs pays (Bolivie, Brésil, Pérou, Colombie), c'est le code patronal du

propriétaire terrien qui continue de prévaloir, celui d'une subordination à une hiérarchie imposée par la coercition. Dans de nombreuses régions, les rapports de force traditionnels contrôlent la société. Il arrive parfois que ces régions présentent peu d'intérêt pour l'opinion publique nationale en raison de leur éloignement des grandes villes, mais elles ont une grande importance économique. Ce sont des zones comme celle de la frontière amazonienne de l'Equateur où se concentrent de grandes compagnies, des groupes locaux et des émigrants intérieurs qui entrent en compétition pour dominer les structures locales des appareils d'Etat.

L'Amérique latine a toujours présenté des indices élevés d'instabilité politique. Un système d'Etat différent du type européen dérivé du traité de Westphalie (Haganan, 2004) se caractérise par une absence de guerres et un contrôle rigide aux frontières avec, en contre-partie, un bas niveau de solidarité sociale interne, des moments de conflits et de violents affrontements sociaux et politiques. La présence des forces armées comme facteur d'arbitrage entre factions politiques et comme facteur de contrôle de la part de l'Etat a été une constante en Amérique latine; de nombreux *caudillos* sont eux-mêmes d'origine militaire et l'imaginaire de l'autorité a souvent influencé la société. Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, très peu sont les pays qui ont joui d'une stabilité institutionnelle continue. D'autres pays sont parvenus à un niveau relativement élevé de développement économique et so-

cial mais ont connu une instabilité politique permanente. C'est le cas de l'Argentine où, le 9 juillet 1989, le Président Raúl Alfonsín a remis le pouvoir entre les mains du candidat démocratiquement élu, Carlos Saúl Menem. C'était la première succession constitutionnelle depuis 1928 et la première fois, depuis 1916, qu'un président passait le pouvoir à un candidat de l'opposition.

L'expansion et l'hégémonie économique et culturelle des Etats-Unis sur l'Amérique latine s'est accentuée pendant tout le XX<sup>ème</sup> siècle, après la défaite de l'Espagne. Cause principale de la dynamique politique du continent, son point culminant fut celui de la Révolution cubaine. L'idée de *Amérique Latine* est née, dans une bonne mesure, juste après la guerre des Etats-Unis contre l'Espagne et en opposition à l'expansionnisme nord-américain avançant sur les restes de l'empire espagnol au Mexique et dans les Caraïbes. Le Brésil fut à peine présent pendant cette première définition d'une *identité latino-américaine*.

Les contradictions socio-économiques s'alignaient sur les idéologies politiques qui ont divisé, au cours des derniers cent cinquante ans, l'histoire européenne et la guerre froide et sont à l'origine des dynamiques politiques hautement conflictives en Amérique latine. Les militaires et les guerrilleros ont occupé le cœur de l'histoire du continent au cours de la deuxième moitié du siècle dernier. Les processus révolutionnaires et contre-révolutionnaires et la présence américaine dans la région,

associée aux régimes militaires en exercice, ont laissé de profondes blessures et une méfiance vis-à-vis de la république impériale américaine. La crise toute récente provoquée par l'attaque, de la part des forces armées colombiennes, d'un campement des Farc situé en territoire équatorien met à nu les complexités de l'engagement américain dans la région et les contradictions entre Etats sur les frontières. La prétention de transformer un conflit régional compliqué en un épisode de la croisade mondiale antiterroriste sans tenir compte des contextes historiques et politiques régionaux est un exemple de l'idéologie des Croisades du gouvernement Bush, appliquée au niveau latino-américain.

La modernisation contradictoire, défectueuse — modernisation qui cohabite avec une modernité réflexive (Beck, 1994) — a produit au cours du XX<sup>ème</sup> siècle une amélioration évidente, quoique bien insuffisante, du niveau de vie des populations. Ce n'est pas le sujet de cet essai et je ne prétends pas non plus me pencher ici sur l'histoire des modifications du *standard* de vie latino-américain, entreprise qui exigerait des mises à jour et des analyses spécifiques. Ce qui m'intéresse, c'est de suggérer que l'histoire latino-américaine ne se résume pas à un simple modèle de développement du sous-développement. L'histoire des pays européens (Grande-Bretagne, France, Allemagne) n'était pas non plus un modèle de sécularisation, de progrès et d'égalité à la fin du XIX<sup>ème</sup> et plusieurs pays du sud de l'Europe présentaient

encore, il y a une cinquantaine d'années, des zones de retard et des inégalités plus grandes que celles de bien des pays d'Amérique latine. Les indices de scolarité, d'urbanisation, d'accès aux services se sont peu à peu améliorés dans tous les pays du continent au cours du siècle dernier. L'amélioration de l'espérance de vie et les taux d'alphabétisation se sont beaucoup améliorés mais la pauvreté et l'inégalité *relative* ont augmenté (Prados de la Escocerá, 2005). Pendant certaines périodes du siècle dernier, une explosion démographique, chez les pauvres surtout, a contribué en partie à limiter les résultats de la croissance. La fin de l'immigration étrangère massive de la deuxième moitié du siècle dernier et la croissance démographique ont favorisé une présence plus significative de la population indienne et métisse, de l'ensemble du continent et en particulier dans le monde andin; ainsi que de la population plus intégrée au niveau national, au Venezuela et au Brésil. On constate généralement une relative "dé-européisation" dans la composition ethnique de la population, situation à l'opposé de ce qu'était celle du XIX<sup>ème</sup>, lorsque l'Europe occupait une position dominante par son immigration et son hégémonie politique et économique (Freyre, 1965, p. 11). En raison de la pesante présence de facteurs structurels arriérés et de sa condition de dépendance, la productivité en Amérique latine a perdu de son importance par rapport à l'ensemble de la production mondiale. La faible croissance, le retard technologique, le taux minimal d'investissement

tissements en infrastructures et en enseignement de haut niveau se sont accumulés au cours du siècle dernier. La participation au commerce mondial a chuté de moitié et, aujourd’hui, l’Amérique latine occupe une position périphérique dans l’économie mondiale. Sa distance vis-à-vis des Etats-Unis et de l’Europe s’est accrue et sa participation à la révolution scientifique et technologique du siècle dernier a été marginale.

Partant de ces grandes lignes qui ont perduré dans le temps, la conjoncture latino-américaine se présente actuellement sous un aspect potentiellement favorable à l’ensemble de ces pays. Les transformations du monde asiatique et en particulier de la Chine ont découlé en marchés dynamiques pour nos matières premières et même pour nos produits industrialisés. Des pays producteurs d’énergie comme le Venezuela et la Bolivie se trouvent au centre de la demande mondiale et régionale croissante.

Nous assistons à l’émergence de nouvelles puissances comme la Chine et peut-être aussi l’Inde et la Russie. Les liens historiques et culturels ne peuvent dissimuler les profondes différences entre les Etats nationaux d’une Amérique latine mal intégrée du point de vue économique et profondément balkanisée. Le Mexique lève son regard vers le nord. Le Brésil, en raison de son poids territorial et économique, de sa position géopolitique et de son histoire, entretient une relation spéciale avec les Etats-Unis. L’Argentine affronte la perte de son influen-

ce régionale pendant qu'un nouvel acteur politique surgit sur le continent, le Venezuela avec le néo-caudillisme pétrolier de Hugo Chávez. Sur le plan économique, la région semble beaucoup plus unie que par le passé. Le phénomène le plus notoire de transformation est celui du Brésil. En deux décennies de stabilité politique et de régime démocratique, sa force économique, ses vastes réserves naturelles, sa démographie et sa présence singulière dans le monde ont permis à ce pays de se détacher nettement du reste de l'Amérique latine (Touraine, *in* Mendes, 2004, p. 309).

L'identité du Brésil par rapport à l'Amérique latine est d'ailleurs ambivalente. Il présente, par rapport à elle, des convergences et des intérêts communs en fonction de sa situation géopolitique mais s'en trouve séparé par la langue et une histoire qui le lie à l'Afrique et même à l'Asie, suivant en cela les connexions historiques de l'empire portugais. L'Argentine, l'autre pays le plus développé, ne peut compter sur les mêmes possibilités. De leur côté, l'économie et la société chiliennes ont bien progressé depuis l'époque de la dictature militaire, mais l'influence de ce pays est mineure. L'avancée du Brésil en tant qu'Etat national peut avoir des conséquences favorables pour l'intégration régionale en facilitant la circulation des personnes et des idées, source de prospérité. Il existe dans le même temps un facteur de tension et de résurgences nationalistes comme le montrent les récents différends avec la Bolivie, le

Paraguay et l'Uruguay. Querelles essentiellement économiques mais qui traduisent aussi une communication culturelle défaillante et des matrices historiques bien différentes comme Etats nationaux.

## **CONNEXIONS TRANSNATIONALES ET EXPÉRIENCE DÉMOCRATIQUE**

Jusqu'à la fin des années 90, les “globaux-sceptiques” discutaient de l'existence ou non de la mondialisation. Le débat s'est depuis déplacé vers les *effets* de celle-ci. La question de son existence ne se pose plus avec la même acuité et le concept a été incorporé au vocabulaire courant des sciences sociales.

Dans les périphéries, les processus d'interdépendance mondiale ont mis entre parenthèses les téléologies caractéristiques de la théorie de la modernisation. Les voies de la modernité semblent moins définies aujourd'hui. En ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle, la notion de modernités alternatives concilie divers type de construction des institutions. Les modernités européennes des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles — en particulier en Grande-Bretagne et en France — se présentaient comme des modèles historiques innimitables dans leur ensemble aujourd'hui, on reconnaissait que leur origine était dûe à des expériences historiques et des modèles de modernisation spécifiques. Aussi bien, l'interdépendance globale a lieu en Amérique lati-

ne dans un contexte de nations tenues pour vulnérables, avec des indices soutenus de pauvreté, un développement économique irrégulier, des traditions démocratiques toutes fraîches, des inégalités sociales considérables et des traditions politiques autoritaires fortement enracinées. La mondialisation se manifeste sur le plan économique — les importations latino-américaines ont augmenté les quatre dernières années de 14 à 23% du PIB et les exportations de 12 à 26%. Il s'agit là d'une donnée irréfutable de la réalité, indispensable pour se mesurer aux problèmes complexes de gouvernabilité auxquels se heurtent les Etats nationaux à l'heure actuelle. La cohésion sociale de chaque Etat national ne peut être envisagée sans tenir compte des processus transnationaux qui répercutent sur les espaces nationaux (Sassen, 2007).

Plus que l'aspiration à conserver l'intégration sociale existente comme peut être le cas européen (quoique les réformes de l'Etat et la crise de représentation politique se vérifient dans le monde entier), les Etats latino-américains sont placés devant le défi de se *réinventer* en fonction des nouvelles conditions de la mondialisation et de la mise en œuvre d'expériences démocratiques variées. Le contexte de ces Etats est différent et peut même varier de région à région dans le cas de pays de dimension continentale comme le Brésil, mais nombre des transformations économiques et sociales en cours dans les nations centrales ont également lieu en Amérique latine.

La mondialisation économique et culturelle, la modernisation des sociétés, les énormes bonds en avant dans les communications et dans les transports ont posé les conditions pour une nouvelle vague d'expérience de la démocratie dans le monde, par conséquent en Amérique latine aussi, la démocratie étant entendue, selon Alexis de Tocqueville, comme une forme de société et non seulement un ensemble de règles formelles de l'activité politique. Le moule démocratique comporte une dimension sociologique et anthropologique dans laquelle l'individu — et les processus d'individuation institutionalisés — occupent la première place. La dynamique de l'égalité et de la liberté définie la démocratie moderne. Lorsque les études actualisées en permanence par les agences internationales sur la pauvreté, le développement humain, les inégalités, sont incorporées à la discussion publique, les demandes pour l'égalité et la justice s'accentuent. Les individus et les mouvements sociaux ou politiques absorbent ces demandes et les transforment en politiques de vigilance: l'impunité, le fléau de la pauvreté, les flagrances de corruption et de violence sont dénoncés régulièrement. La démocratie se transforme en un espace de discussion où l'on débat de qui est le véritable démocrate, mais personne ne nie que cette idée est un *horizon régulateur*.

Au niveau de chaque individu, le développement massif des technologies de l'information et de l'informatique a été rendu possible grâce aux facilités d'accès au crédit

pour une partie chaque fois plus grande de la population dans quelques-uns des principaux pays de la région et a contribué à développer cette tendance à la représentation horizontale des relations sociales et à la vigilance électronique, type *republic.com* tel que l'a décrit Cass Sunstein, tout en même temps illusion et processus de développement effectif qui stimule à son tour des tensions et des conflits non négligeables (Taylor, 2004).

Pour quelques-uns, l'accès en est possible. Mais en imaginant qu'elle soit réelle, l'*illusion* à l'accès constitue un nouveau phénomène de la conscience qui influence les comportements de manière décisive en créant des *expectatives* qui, tant par leur réalisation que par leur frustration, peuvent avoir des conséquences considérables, ce qui a été décrit comme capacité culturelle d'avoir des aspirations (Appadurai, 2004).

Cette *circonstance* globale est soutenue par des structures sophistiquées de connaissance et de technologie qui entraînent des modifications sur les infrastructures sociales des Etats nationaux les plus puissants. La nouvelle économie se répand plus et plus sur la planète et exige une main d'œuvre dotée d'un haut niveau de scolarité, de la maîtrise des technologies de l'intelligence et de la capacité de produire des symboles (Reich, 1991; Glaser, 2003; Florida, 2003). Sur le plan de la vie quotidienne, l'accès montant aux biens de consommation durable aidé par une baisse sensible des coûts de production, les cartes de crédit qui facilitent les déplacements, les aéro-

ports, les systèmes de transport reliant différentes villes du monde et qui reposent sur des protocoles complexes et des régimes de vol aérien (qui d'ailleurs ne fonctionnent pas toujours!), la circulation d'images promettant d'autres mondes de la consommation et des chances de vie meilleure, l'ouverture de niches d'occasions à partir de l'augmentation des cadres de référence sont devenus possibles grâce à une éducation scolaire poussée et l'information des moyens de communication.

Les “noeuds” de ces nouvelles formes de connexion entre les personnes et entre personnes et choses ne sont pas seulement physiques mais impliquent des codes culturels. “Confiance”, solidarité familiale étendue, singularités linguistiques, musicales, culturelles révèlent des affinités, des solidarités potentielles et la formation de nouvelles identités catégorielles et communitaristes (Touraine, 2004; Hannerz, 1992; Calhoun, 1997). La dissolution des liens stables chez les groupes primaires et les sociétés locales augmentent l'incertitude et la méfiance. Quelques-uns des pays latino-américains sont entre ceux qui présentent les indices les plus bas du monde de confiance interpersonnelle (Inglehart, cité par Rosanvallon, 2007).

Par ailleurs, de complexes négociations d'identité se produisent dans le cas des mobilités migratoires inter-régionales et internationales, avec la famille, avec les pays dans lesquels on vit, les conflits entre l'individu et la famille, les différenciations dans l'accès au pouvoir

et à la richesse, négociations clandestines en marge de la loi, corruption dérivant de la position irrégulière, emplois stigmatisés. La position de pouvoir des techniciens et exécutifs cosmopolites, *frequent travellers* (Calhoun, 2004; Iglesias, 2008) n'est pas, elle non plus, dépourvue de risques. La possibilité de se situer entre plusieurs espaces nationaux dans les diasporas est en augmentation en Amérique latine.

Les nouvelles technologies et les interactions entre l'Etat et la société mondiale se caractérisent par une complexité croissante. Ce "monde plat" supposé (Friedman, 2006) ne supprime pas les frontières et n'élimine pas les inégalités de l'accès aux chances au fur et à mesure que les nouvelles technologies se répandent. Bien au contraire, plus les Etats se fortifient et plus des fissures se produisent dans la société civile entre les segments en condition d'accéder à ces bénéfices pendant que les autres demeurent à l'écart et exigent collectivement une plus grande participation à la richesse exprimée en possibilités de consommation que l'on peut exhiber dans la vie sociale. Dans les banlieues de Paris, dans les faubourgs de Rio de Janeiro et dans les bidonvilles de Buenos Aires — compte-tenu des qualifications et différences dans chacun des cas — la montée des expectatives, les promesses d'une nouvelle ère d'abondance dissolvent les hiérarchies sociales et les agencent ou les remplacent. La "globalité", de surcroît, acquiert une densité et une apparence d'extériorité qui la fait devenir opaque pour ceux qui se trouvent

à l'extérieur de son système d'interactions. Les relations sociales *indirectes* (Calhoun, 1992; Hannerz, 1996) ont tendance à progresser en détriment des relations primaires ou *directes* que la microsociologie et l'anthropologie ont historiquement étudié: liens avec des organisations avec lesquelles la majeure partie de la population maintient des rapports réguliers mais que nous ne contactons directement qu'occasionnellement — appareil administratif du gouvernement, banques, entreprises avec lesquelles nous entrons en contact au travers des produits offerts par le marché, classe politique que nous connaissons à travers les moyens de communication ou de la publicité. Existent aussi les relations *unidirectionnelles* de vigilance et de contrôle, surveillances policières sur les citoyens conservées dans des registres confidentiels, informations bancaires. Il s'agit d'activités qui, quoiqu'elles puissent contenir diverses menaces en raison de leur unidirectionnalité — le panoptique —peuvent être décrites en principe comme le résultat d'une complexité croissante de la vie moderne. *La circulation de signifiants est différente selon telle ou telle de ces relations. A double sens* dans la première, *unidirectionnelle* surtout dans la seconde et confidentielle ou secrète dans la dernière (Hannerz, 1996).

La croissance de ce type de relations sociales indirectes, avec les asymétries et les disparités d'accès et de pouvoir qu'elles comportent, confère une opacité tou-

te particulière à la société contemporaine et entre partiellement en conflit avec l'idéal de transparence. C'est là une des causes de la *crise de représentation* que traversent les démocraties contemporaines (Rosanvallon, 2006). Des zones grises apparaissent dans les sociétés démocratiques et sont à l'origine de divers processus de séparation et de sécessions potentielles. Cette situation dans les démocraties latino-américaines récentes et à l'intérieur d'un contexte d'inégalités perçues comme étant insurmontables ouvre le chemin aux voies du populisme qui, occasionnellement, s'articule avec les demandes légitimes de justice.

Quoiqu'il en soit, il est certain que, du point de vue de l'imaginaire moderne, une société d'accès *direct* est en formation, dans laquelle chaque membre est en relation immédiate avec l'ensemble (Taylor, 2005), en contrepoint avec les sociétés de "l'ancien régime", hiérarchiques et fondées sur un ordre cosmologique. Les sociétés démocratiques se conçoivent elles-mêmes en s'organisant autour de l'impératif de la participation et de l'égalité. Elles sont, chaque fois plus, des sociétés d'individus, ce qui ne veut pas dire nécessairement un individualisme opposé à l'ensemble. Les représentations de l'"accès direct" se sont répandues massivement dans l'imaginaire moderne et ont produit des expectatives croissantes de participation stimulées par la dynamique de la sphère publique et l'existence d'une audience nationale, en bonne mesure transnationale, d'idées et d'agendas culturels

qui élèvent les niveaux de *réflexivité* (Luhmann, 2000; Meyrowitz, 1985; Appadurai, 1997).

Entre la modernisation et la modernité réflexive (Beck, 1994), les sociétés nationales latino-américaines vivent un processus rapide de transformation. Plus de 70% de la population — composée de masses hybrides (diversement métissées et *favelisées*), fragmentées et destabilisées par l'irrégularité et la contingence produites par l'information venant des médias, reçoit une formation de culture urbaine. La modernité contemporaine — la culture du capitalisme si l'on préfère — imprègne aussi bien le traditionnel que le moderne. C'est cette nouvelle société et ce nouvel espace public qu'il faut chercher à analyser pour tracer les bases possibles de formes renouvelées de solidarité.

Hanna Arendt a décrit l'idée nationale européenne comme celle de la représentation d'une “maison nationale” au sein d'un groupe dans lequel tous participeraient de manière idéale à une vie en commun à l'inverse des parias amoncelés devant la porte et tout autour de la maison. Mais les divisions ethniques et religieuses, la marginalité sociale et les conflits de la société civile ont fait que, pour de nombreux groupes sociaux, ce foyer ressemble plutôt à un asile qui laisserait peu d'espace de socialisation entre le *shopping center* et la secte.

Pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle, plusieurs idées de ce que pourrait être une nation ont été discutées en Amérique latine (Quijada, 2000; Guerra *et al.* 1998). La question

de la fin du siècle était: pouvons-nous construire des Etats-nations modernes, c'est-à-dire de type européen, avec des populations hétérogènes du point de vue ethnique et racial et être des nations indépendantes et modernes? et a été résolue au XX<sup>ème</sup> siècle avec le métissage. La première réinvention de l'Amérique latine a été celle du continent et de la nation métisse. Le métissage peut être compris *lato sensu* comme mélange racial ou bien comme le processus d'accommodation et le mélange conflictif et instable entre divers cultures dominantes et subalternes: un processus d'interpénétration sociale et culturelle caractérisé par des situations de négociations d'identités, de zones de confraternisation, de ressentiments et de mimèse dans le cadre d'une solidarité nationale, tout au moins à l'horizon (Freyre, 1936).

Au Brésil, le processus a été profond et a permis la construction d'une idéologie nationale de démocratie raciale. Dans d'autres pays et en particulier dans le monde andin, les fractures ont été plus graves, le métissage incomplet et caractérisé par la présence d'enclaves ethniques très denses dont l'intégration au corps national est source de conflit avec des sociétés hautement hiérarchisées.

Dans les pays dont la population a été transplantée et qui compte une présence raréfiée de peuples originels (Argentine, Uruguay), les minorités sont restées pratiquement invisibles pendant la période de construction

nationale. L'immigration combinée à l'affirmation culturelle nationale républicaine a été la solution: l'unification a été obtenue au moyen de symboles et de la pédagogie éducative de la République, de la mobilisation de la communauté nationale devant l'étranger, de l'anti-impérialisme et de la revendication de symboles nationaux pendant la période du nationalisme populaire, tout ceci au moyen de l'audience nationale de l'industrie culturelle de masses. Les pays latino-américains ont conquis le sens de leur légitimité et de l'identification nationale des populations qui coïncide à grands traits avec les processus, partiels mais importants, d'inclusion sociale et économique des populismes historiques (Vargas au Brésil, Perón en Argentine, Paz Estenssoro en Bolivie). Malgré les conflits non résolus et la dette historique vis-à-vis des groupes soumis et exploités, un historien possédant une grande expérience de l'Amérique latine, Fernand Braudel, considérait en 1963 que la situation raciale en Amérique latine était celle d'une "quasi fraternité". "Nous pouvons demander: dans quelle partie du monde a-t-on fait mieux? Les races différentes du continent se sont accomodées et mélangées, coexistent dans leur ensemble malgré coups et blessures". La *ligne de couleur* représentait pour l'historien français une *ligne sociale* (Braudel, 1963, p. 465). Les conflits raciaux et les mouvements de base ethnique qui ont acquis leur force depuis la décennie de 90 au point de culminer en mouvements politiques avec une claire représentation ethnique,

comme le MAS en Bolivie et le Mouvement Pachacuti en Equateur, n'étaient pas visibles dans la décennie de 60, en tout cas ne représentaient pas une question politique d'importance (Wade, 2000; Sanjinés C., 2005). C'est l'expérience de démocratisation en Amérique latine qui constitue le facteur central de ce processus d'émergences ethniques, tout particulièrement dans la région andine.

L'expérience démocratique que les pays latino-américains presque sans exception ont vécu au cours de la décennie de 90 après de longues années de dictature, à laquelle s'ajoutent les nouvelles aspirations à la consommation aussi bien d'objets que d'images ont engendré de nouveaux espoirs tout en alimentant de nouvelles frustrations.

Désintégration et formation de nouveaux liens et modes d'affiliation de groupe, l'apparition de nouvelles cartes de navigation dans la vie urbaine sont les caractéristiques dominantes des nouvelles constructions de sens dans le contexte contemporain latino-américain. Situation caractérisée par de nouvelles formes d'imagination sociale, chaque fois plus puissantes, potentialisées en partie par les moyens de communication, surtout électroniques, qui ont favorisé la formation de nouvelles "communautés de l'émotion". Ces inventions collectives à divers échelons s'alimentent de modèles de moralité présents dans les diverses traditions nationales. Les medias enregistrent immédiatement l'ambiance des mi-

lieux politiques et inventent des crises de représentation politique intermitentes.

Les débats au sujet de l'identité nationale ont lieu dans une sphère publique fixée autour des grandes ville qui concentrent la plus grande partie de l'offre culturelle. De la même façon que la croissance de nombreuses villes latino-américaines à la moitié du siècle dernier et les balbutiements de l'industrialisation avaient créé les conditions du populisme, ce sont aujourd'hui les villes médiatisées qui servent de scénarios aux néo-populismes et aux mouvements sociaux dont la force est ainsi assurée.

Le pluralisme et les droits culturels dans certaines sociétés peuvent s'associer aux traditions nationales d'un métissage fortement ancré dans quelques-uns des pays latino-américains. Au Brésil, la tradition de la culture hybride ne nie pas l'héritage et les droits des minorités indigènes ni les traditions de la négritude, surtout là où leur présence est plus nette. Travailler dans le sens de l'interculturalité sous-entend substituer les narratifs d'un activisme accusateur par des scénarios et espaces de négociation démocratique.

La fragmentation de la sphère publique est venue pour rester et ce n'est pas seulement la conséquence d'un fonctionnement pathologique du système social mais bien plutôt la conséquence de la complexité même de ce système dans les nouvelles conditions de production du social. La modernisation des moyens de communication dans

nos pays, par exemple, loin de constituer un facteur négatif pour la société civile, représente un facteur de perfectionnement de la démocratie. L'identité nationale de l'Etat au cours des années 30 a été, comme nous l'avons vu, un synonyme de modernisation pour l'Amérique latine. De nos jours, c'est souvent le synonyme de l'anti-modernité et d'un étatisme autoritaire. La conscience du niveau de corruption, de l'injustice quotidienne, de l'impunité, peut être la conséquence de la plus grande visibilité des plus défavorisés. Au bout du compte, où étaient les femmes, les enfants, les minorités sexuelles, les exclus, il y a vingt, trente, quarante ans en Amérique Latine? Tout simplement ils n'étaient pas reconnus en tant que figures sociales: leurs visages se reflétaient à peine dans le miroir de la société. Les inégalités, matérielles et autres qui conditionnent la structure de la sphère publique sont, bien entendu, liées aux grandes décisions à prendre pour la croissance et le développement économique de nos pays (Friedman, 2005). Cependant, de nouvelles politiques culturelles et formes d'association peuvent contribuer à la consolidation d'une culture de la démocratie en consonnance avec les passés culturels. Où se trouvent les limites entre populisme, compris comme consommation négative de démocratie et accusation/victimisation rituelle, démagogique, et la protestation sociale légitime qui amplifie la participation des plus pauvres dans la vie sociale? Si l'on accepte qu'il n'est pas possible de s'arracher à la pauvreté sans que les pauvres eux-

mêmes échafaudent leur propre pouvoir social qui inclue activement leurs aspirations à la vie nationale; ceci constitue un thème central, non seulement pour l'égalité sociale mais aussi pour le développement économique.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- APPADURAI, Arjun (2004). *The Capacity to Aspire*. In: Rao, Lisayendra and Walton, Michael (eds.). *Culture and Public Action*. New Dehli, Permanent Block.
- ASTORGA, Pablo et BERGÉS, Ame R (2004). *The Standard of Living in Latin America during the Twentieth Century*. University of Oxford Oxford, Discussion Papers, in *Economic and Social History*, n. 54, March.
- BAUMAN, Zygmunt (2001). *Modernidade Líquida*. Rio de Janeiro, Jorge Zahar.
- BRUNNER, José Joaquín (1998). *Globalización cultural y postmodernidad*. Santiago, Breviarios FCE.
- BECK, Ulrich (2006). *La sociedad del riesgo. Hacia una nueva modernidad*. Buenos Aires, Paidós, colección Surcos.
- BECK, Ulrich, Giddens, Anthony et Scott, Lash (1994 reprinted 1995). *Reflexive Modernization, Politics, Tradition and Aesthetic in the Modern Social Order*. Polity Press.
- BHABHA, Homi K. (1994). *The Location of Culture*. London, Routledge.
- BHAGWATI, Jagdish (2004). *In Defence of Globalization*. Oxford University Press.
- BRAUDEL, Fernand (1963). *Grammaire des Civilisations*. Paris, Fayard.

- CALHOUN, Craig (1997). *Nationalism*. University of Minnesota Press.
- CASTEL, Robert (1995). *Les Métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard.
- DONZELLOT, Jacques (2006). “Refonder la cohésion sociale”. *Esprit*, n. 330, dec. p 5-23.
- ELIAS, Norbert (1994). *A Sociedade dos Indivíduos*. Rio de Janeiro, Jorge Zahar Editor.
- FEATHERSTONE, Mike et SCOTT, Lage, editors (1999). *Spaces of Culture, City, Nation, World*. Londres, Sage.
- FREYRE, Gilberto (1965). *The Racial Factor in Contemporary Politics*. Sussex, Separata University of Sussex.
- FRIEDMAN, Benjamin M. (2005). *The Moral Consequences of Economic Growth*. New York, Alfred A. Knopf.
- GARCÍA CANCLÍNI, Néstor (2002). *Latinoamericanos buscando lugar en este siglo*. Buenos Aires, Paidós.
- (2004). *Diferentes, desiguales y desconectados*. Barcelona, Gedisa.
- GIDDENS, Anthony (1990). *The Consequences of Modernity*. Cambridge Polity Press.
- org. (2006). *O Debate Global sobre a Terceira Via*. São Paulo, Unesp.
- GUERRA, François-Xavier et Lempériere, Annick, eds. (1998). *Los espacios públicos en Iberoamérica. Ambigüedades y problemas. Siglos XVIII-XIX*. Mexico, FCE.
- HALPERIN DONGHI, Tulio (1998). *El espejo de la historia, Problemas argentinos y perspectivas latinoamericanas*. Buenos Aires, Editorial Sudamericana.
- HANAGAN, Michael (2004). *State Systems and Labor Internationalism: The Roots of Solidarity*. Conference Johns Hopkins University.
- HANNERZ, Ulf (1992). *Cultural Complexity, Studies in the Social Organization of Meaning*. New York, Columbia University Press.
- Ulf (1996). *Transnational Connections*. Londres, Routledge.
- HOBSBAWM, Eric (2000). *O Novo Século, Entrevista a Antonio Polito*. São Paulo, Companhia das Letras.

- INDA, Jonathan Xavier et ROSALDO, Renato, ed. (2002). *The Anthropology of Globalization, a Reader*. Blackwell.
- LARRETA, Enrique Rodríguez (2002). *Gold is Illusion. The Garimpeiros of Tapajos Valley in the Brazilian Amazonia*. Stockholm, Stockholm Studies in Social Anthropology.
- LOMNITZ, Claudio (2001). *Deep Mexico, Silent Mexico, An anthropology of Nationalism*. University of Minnesota Press.
- LUHMANN, Niklas (2000). *La realidad de los medios de masas*. Anthropos Editora.
- MEYROWITZ, Joshua (1985). *No Sense of Place. The Impact of Electronic Media on Social Behaviour*. Oxford University Press.
- NUN, José et Grimson, Alejandro, compiladores (2006). *Convivencia y buen gobierno, Nación, nacionalismo y democracia en América Latina*. Buenos Aires, Edhasa.
- OPPENHEIMER, Andrés (2005). *Cuentos Chinos. El engaño de Washington, la mentira populista y la esperanza de América Latina*. Buenos Aires, Editorial Sudamericana.
- ORRU, Marco (1987). *Anomie, History and Meanings*. London, Allen R. Unwin.
- PERALVA, Angelina (2000). *Violência e (o paradoxo brasileiro) Democracia*. Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- PRADOS de la Escosura Javier (2005).. *Growth. Inequality and Poverty in Latin America: Historical Evidence, Controlled Conjectures. Working Paper*, 05-41(04), Dpto. de Historia Económica e Instituciones Economic History and Institutions Series 04, Universidad Carlos III de Madrid , June.
- QUIJADA, Mónica (2000). *¿Que nación? Dinámicas y dicotomías de la nación en el Imaginario Hispanoamericano del siglo XIX*. Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas.
- REICH, Robert (1991). *Work of Nations, The: Preparing Ourselves for 21st-Century Capitalism*. New York, Knopf.
- RIVERA CUSICANQUI, Silvia (2003). “*Oprimidos pero no vencidos” Luchas del campesinado aymara y quechua 1900-1980*. La Paz, Yachaywasi Editora.
- (1996). *Bircholas, trabajo de mujeres: explotación capitalista y opresión colonial entre las migrantes aymaras de La Paz y El Alto*. Ed. Mamazuaco

- ROBERTSON, Roland (1992). *Globalization. Social Theory and Global Culture*. London, Sage.
- ROSANVALLON, Pierre (2006). *La contre-démocratie, La politique à l'âge de la défiance*. Paris, Seuil.
- SANJINÉS C., Javier (2005). *El espejismo del mestizaje*. La Paz, IFEA, PIEB.
- SASSEN, Saskia (1995). *Losing Control? Sovereignty in an Age of Globalization*. New York, Columbia University Press.
- (2007). *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*. New Jersey, Princeton University Press.
- SKIDMORE, Thomas E. (1993). *Black into White, Race and Nationality in Brazilian Thought*. Duke University Press.
- TOURAINE, Alain (2004). “Globalizations and Identities”. In: MENDES, Cândido (ed.). *Hegemony and Multiculturalism*. Rio de Janeiro, Educam-Académie de la Latinité.
- WADE, Peter (2000). *Raza y etnicidad en Latinoamérica*. Ediciones Abya-Yala.
- WEBER, Eugen (1976). *Peasants into Frenchmen: The modernization of Rural France, 1870-1914*. Stanford University Press.
- WOOD, Charles H. et Carvalho, José Alberto Magno de (1988). *The Demography of Inequality in Brazil*. Cambridge Latin American Studies, Cambridge University Press.
- ZALUAR, Alba (1994). *Condomínio do Diabo*. Rio de Janeiro, Editora Revan-UFRJ Editora.